

Nicolas Schmit, porte-drapeau des socialistes européens

À trois mois des élections européennes, les grandes formations politiques se mettent en ordre de bataille, avec la désignation d'Ursula von Der Leyen comme tête de liste du Parti populaire européen et celle du Luxembourgeois Nicolas Schmit, qui a été choisi par le Parti socialiste européen. Un négociateur chevronné, spécialiste des questions sociales... mais souffrant d'une faible notoriété en dehors des cercles européens.



Le commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, candidat commun du PSE, Nicolas Schmit, prononce un discours lors du congrès électoral du Parti socialiste européen (PSE) en prévision des prochaines élections européennes de 2024, le 2 mars 2024 à Rome. AFP - ANDREAS SOLARO

Âgé de 70 ans, l'actuel Commissaire européen à l'Emploi est méconnu du grand public, mais il dispose d'une solide expérience au sein des institutions européennes et des qualités de négociateur qui lui seront utiles, après le scrutin, pour la répartition des « top jobs » européens. Un CV respectable, mais une carrière plutôt effacée et un manque de notoriété qui pourrait nuire aux socialistes, surtout en face d'Ursula von der Leyen, l'actuelle présidente de la Commission. L'Eurodéputée socialiste, Sylvie Guillaume estime cependant que [Nicolas Schmit](#) a toutes les qualités requises pour mener cette bataille. « Je connais son attachement, sa créativité. Il a été très présent, par exemple quand nous étions en période de Covid-19 et qu'il fallait soutenir les États et soutenir les personnes dans leur emploi. Et donc j'ai trouvé que sa réaction et sa capacité à convaincre étaient assez impressionnantes. »

Pour Nicolas Schmit, les questions sociales devront être au cœur de la campagne notamment celle du logement des plus précaires. Mais le chef de file du camp socialiste place également l'environnement au centre de son discours ce qu'il a fait le 2 mars dernier à Rome au moment de sa désignation en présence d'Olaf Scholz, de Pedro Sanchez et de Mette Frederiksen, les dirigeants allemands, espagnols et danois. « Contrairement aux conservateurs, qui ont les yeux rivés sur les sondages, les feux de forêts et les inondations n'attendent pas les études d'opinion », a-t-il ainsi déclaré, accusant le PPE d'Ursula von der Leyen de vouloir renoncer au Pacte vert sous la double pression de l'opinion et de l'extrême droite.

Pas de compromis avec l'extrême-droite

Car le camp socialiste a également décidé de brandir la menace de l'extrême droite pour rallier ses électeurs, en reprochant aux partis de droite traditionnelle de vouloir pactiser avec les groupes nationalistes et eurosceptiques du Parlement. *« Il n'y a pas d'ambiguïté pour nous et il n'y aura pas de coopération, que ce soit avec le groupe Identité et Démocratie ou avec le groupe ECR des Conservateurs et réformistes... Ni aujourd'hui, ni jamais ! »* s'est ainsi emporté Nicolas Schmit sous les applaudissements du Congrès de Rome.

Pour autant, la faisabilité d'un retournement d'alliance au sein du prochain Parlement européen et d'un rapprochement entre le PPE et le groupe ECR de Georgia Meloni, dénoncée à l'avance par les socialistes, semble faible aux yeux de Pascale Joanin, directrice de la Fondation Robert Schumann. *« Cela peut marcher dans certains pays comme l'Italie, où, en effet, on voit que Georgia Meloni essaye de se dédramatiser et de paraître plus européenne qu'elle ne le prétendait auparavant. Mais ce rapprochement ne peut marcher en Pologne, car le PiS est en guerre déclarée avec Donald Tusk, le nouveau Premier ministre polonais qui appartient au PPE. Or, le PiS est l'autre grande composante du groupe ECR avec les Fratelli d'Italia de Meloni. Et dans ce contexte, un accord ne marcherait pas du tout, en tout cas pas durant la prochaine législature. »*

Répartition des postes européens

D'après les sondages, les Socialistes européens devraient conserver à peu près le nombre d'eurodéputés qu'ils ont actuellement (141 élus) soit environ 20% des voix. Une deuxième place derrière les conservateurs du PPE ce qui devrait a priori écarter Nicolas Schmit de la présidence de la Commission européenne, puisque celle-ci échoit à la formation arrivée en tête à l'issue du scrutin. *« Pour être élu, le président de la Commission doit bénéficier d'un large accord du Parlement européen qui va bien au-delà de sa famille politique »,* nuance cependant Christine Verger, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors. *« Or, en 2019, Ursula von der Leyen n'a eu que neuf voix d'avance. Et si elle n'avait pas été désignée, faute d'accord au Parlement européen, le candidat socialiste qui était à l'époque le Néerlandais Franz Timmermans, aurait eu ses chances. Étant donné le vote assez surprenant qui a eu lieu au congrès du PPE à Bucarest, avec un certain nombre de délégations qui n'ont pas voté pour la présidente de la Commission, qui sait ce qui se passera l'été prochain ? »*

À Bruxelles et à Strasbourg, on table plutôt cependant sur une reconduction d'Ursula von der Leyen. Et, dans ce cas de figure, l'objectif de Nicolas Schmit sera d'assurer aux siens un autre poste important au sein de l'UE, à l'issue des Européennes. *« Charles Michel, l'actuel président du Conseil européen, ne peut pas se représenter puisqu'il a fait deux mandats »,* pointe Pascale Joanin *« et les socialistes aimeraient peut-être en effet avoir le poste. Et puis, ils peuvent avoir des prétentions sur un certain nombre de portefeuilles dans la prochaine commission. »* Et, dans la répartition de ces « top jobs » Nicola Schmit, le porte-drapeau des socialistes européens, pourra non seulement faire valoir le nombre d'eurodéputés de son groupe, mais aussi mettre à profit ses qualités de négociateur, lui qui a participé pour le Luxembourg à la négociation des Traités européens de Nice et de Maastricht.